

## **EDITORIAL:**

Ces jours-ci, l'élargissement de l'Union Européen va augmenter de 82% le nombre de langues officielles de l'Union. C'est probablement en prévision de cette nouvelle situation que l'Assemblée Nationale Française a jugé utile d'adopter, en janvier dernier, une "Résolution sur la diversité linguistique dans l'Union Européenne" (voir page 110).

Bien que, de toute évidence, il s'agisse surtout de sauvegarder les intérêts de la France, le document formule des recommandations auxquelles beaucoup d'autres membres de l'Union pourraient souscrire.

Après tout la résolution ne fait que préciser les principes préconisés officiellement par l'Union. Ainsi l'Assemblée Nationale affirme (art.1) "son attachement à la diversité linguistique et culturelle que consacre l'élargissement à dix pays", et (art.2) "le droit de tout représentant du peuple de s'exprimer, en toutes circonstances, dans sa langue maternelle...". Par conséquent elle (art.4) "s'oppose à toute extension du nombre des réunions sans interprétation qui favoriserait l'utilisation d'une seule langue". Enfin elle (art.9) "appelle à un signalement systématique des infractions linguistiques commises par les institutions et organismes communautaires".

Il est difficile de ne pas interpréter cette "profession de foi" comme étant aussi une "contre-attaque" dans ce que Claude Duneton appelait en 2002 "la guerre larvée que livrent, en Europe, les tenants d'une langue unique" (LSP & Professional Communication 2002).

Quelles sont donc les éléments de cette "guerre" où tous les belligérants sont d'accord pour favoriser le plurilinguisme?

Le fait est que tout le monde n'entend pas le plurilinguisme de la même façon.

Deux articles publiés récemment dans un numéro spécial de "Science Magazine" (vol.303, 27 février 2004) montre nettement la complexité du problème, qui a aussi des dimensions politiques, économiques, sociologiques, technologiques et même idéologiques.

L'un est écrit par David Graddol, linguiste anglais, qui se préoccupe depuis des années du sort des langues sur le plan mondial, et l'autre par Scott Montgomery, géologue américain qui, lui-même traducteur expérimenté, a, à son actif, de nombreuses publications sur la science, la culture et les langues.

Selon David Graddol, l'Europe actuelle, avec ses nations et ses langues nationales, survivances de la période entre la renaissance et l'avènement des masse-médias que les Anglais appellent "modernity", est en train de se désintégrer. Selon lui, une langue comme le suédois, et d'autres langues européennes moins répandues, sont

déjà réduites à être plutôt des "langues locales de solidarité" que des langues utilisables en science, à l'université ou dans la communication européenne.

Il expose les raisons historiques du rôle dominant de l'anglais dans le monde d'aujourd'hui, mais d'autre part il est obligé de constater que, selon les statistiques, l'anglais ne sera jamais la langue mondiale "à l'exclusion de toutes les autres", notamment pas en Asie et certaines autres parties du monde.

Si lui préconise le bilinguisme ou le plurilinguisme, on a donc malheureusement l'impression que c'est pour assurer, dans ce siècle ou les siècles à venir, la pérennité de l'anglais, au moins comme deuxième ou troisième langue étrangère, dans les parties du monde où d'autres langues prendront le dessus, plutôt que pour permettre aux autres langues européennes de survivre.

Scott Montgomery confirme, dans son article, l'importance de l'anglais comme langue véhiculaire de la science (80% des écrits scientifiques paraissent en anglais), mais s'inquiète surtout du fait que les scientifiques ou ingénieurs du monde entier, ne parlent pas tous le même anglais. Les différences terminologiques et grammaticales sont encore surmontables, mais si les divergences deviennent trop importantes, l'utilisation de l'anglais scientifique n'aura plus aucun sens.

Enfin Scott Montgomery affirme qu'une quantité de littérature technique, ainsi que les échanges oraux de tous genres, resteront entièrement dépendants des langues nationales, et que la prédominance de l'anglais est limitée essentiellement aux situations en cadre formel ou international.

Aucun des articles n'apporte des arguments valables en faveur de l'étouffement des langues nationales. Par contre la situation, assez chaotique, qui nous attend si on laisse aller l'évolution, ressort clairement de l'article de David Graddol. On ne devrait peut-être pas critiquer tellement les hommes politiques et les linguistes de la "modernity" qui soumettaient le domaine linguistique à un certain "dirigisme". Malheureusement beaucoup de linguistes de la nouvelle génération, de même que les responsables politiques, sont contre une législation qui pourrait limiter les dégâts. Et c'est peut-être dans cet état des choses, qu'il faut chercher la cause du conflit en cours.

Le Comité Rédacteur

\*\*\*\*\*

### **DÉLAIS**

Toute contribution destinée à être publiée dans notre revue "LSP and Professional Communication" doit nous parvenir dans les délais suivants:

Vol.4, No.2, octobre 2004: **le 15 juin 2004**  
Vol.5., No.1, avril 2005: **le 1<sup>er</sup> décembre 2004**

*Pour plus de détails, veuillez consulter le site de DSFF: <http://www.dsff-lsp.dk>*